

Ton That Thien

U&TR

L'ASIE
DANS L'APRÈS-GUERRE

dans Les Hommes d'Etat Célèbres, Tome VI,
Paris, Editions d'Art Lucien Mazenod, 1977

L'ASIE DANS L'APRÈS-GUERRE

UN des faits les plus marquants de l'après-guerre est la rentrée de l'Asie sur la scène internationale. Après plus d'un siècle de tutelle ou de mise à l'écart des grandes décisions mondiales, les pays d'Asie non seulement participent aujourd'hui souverainement aux conciles internationaux, mais exercent encore une influence croissante sur le cours des événements. L'Asie renaît, et cette renaissance s'accompagne de remous, tant dans le monde que dans les pays d'Asie eux-mêmes.

Il est utile de rappeler que l'une des principales causes de l'expansion facile de l'impérialisme occidental en Asie au XIX^e siècle est la faiblesse des pays d'Asie eux-mêmes. Les patriotes asiatiques, cherchant les causes profondes des défaites et des humiliations successives subies par leurs pays, fixaient leur attention sur les structures politiques et sociales, et voyaient dans le changement radical de ces structures — c'est-à-dire dans la révolution — la première condition de l'acquisition rapide de la technique moderne, surtout de la technique militaire, en vue d'une restauration rapide de la puissance et de la dignité nationales. Comme ils ne pouvaient réaliser cette révolution sans pouvoir ultime de décision, ils concentrèrent leurs efforts et leurs énergies sur la reconquête de l'indépendance et de la souveraineté nationales immédiates et complètes, rejetant tous compromis et délais. Ceci, très visible dans l'après-guerre, était déjà apparent pendant la guerre même.

Guerre est mère de bouleversements. La guerre de 1939-1945 bouleversa la situation en Asie : en épuisant l'Europe, elle ébranla les bases de l'impérialisme occidental, et contribua puissamment au succès de la révolution asiatique. Le déclin de l'Europe permit la montée de l'Asie. Dans la guerre, les peuples d'Asie virent leur chance de libération et l'exploitèrent à fond : les mouvements nationalistes s'empressèrent ainsi de s'organiser, de s'étendre, de se consolider. A la fin de la guerre, ils étaient devenus des forces importantes. Pour les supprimer, ou même les neutraliser, il fallait de grands moyens militaires et financiers — dont les États coloniaux ne disposaient pas, ou que les gouvernements de ces États ne pouvaient obtenir qu'à grand-peine de leurs électeurs fatigués et hostiles à de nouvelles entreprises coloniales. En 1945, il n'était plus question pour l'Occident de subjuguier les peuples asiatiques et de maintenir le statu quo en Asie.

La Grande-Bretagne comprit assez tôt cette vérité, céda sans opposition acharnée aux demandes de ses colonies, se dégagea sans choc et sans rupture, et récolta des avantages substantiels de cette politique : en accordant rapidement et loyalement l'indépendance à l'Inde (de facto : 1947, de jure : 1949), à la Birmanie (1948), à Ceylan (1948), à la Malaisie (1948-1957), elle gagna la bonne volonté de ces peuples et réussit à conserver des positions économiques, culturelles et même militaires intéressantes. L'Inde resta dans la zone sterling, conserva la langue anglaise comme langue officielle, accepta d'être membre du Commonwealth (comme Ceylan et le Pakistan), et maintint des officiers britanniques à la tête de son armée (jusqu'en 1949), de sa marine (1953) et de son aviation (1954). En Malaisie, la position de la Grande-Bretagne était encore plus forte : les intérêts économiques britanniques étaient intacts et les troupes britanniques étaient invitées à stationner dans le pays, même après la passation totale du pouvoir au gouvernement malais (1957). La Birmanie choisit de se détacher complètement de la Grande-Bretagne, mais ses relations avec celle-ci étaient non seulement dénuées d'hostilité, mais empreintes même d'une certaine cordialité.

Comme la Grande-Bretagne, les États-Unis accordèrent l'indépendance aux Philippines sans opposition (1946) et, en retour, par accord mutuel, obtinrent des positions économiques et militaires très avantageuses (égalité des droits entre Américains et Philippins, maintien des bases militaires pour quatre-vingt-dix-neuf ans), ainsi qu'une coopération intime des Philippines sur le plan diplomatique.

Les deux autres puissances coloniales importantes en Asie, la Hollande et la France, par contre, se cramponnèrent au concept périmé d'empire et durent livrer de longues et coûteuses batailles pour maintenir le statu quo : batailles d'arrière-garde qu'elles finirent par perdre. Il s'ensuivit une rupture totale entre métropoles et colonies, et de longues années d'hostilité de celles-ci non seulement envers leurs anciens maîtres européens, mais envers le monde occidental en général.

La Hollande ne reconnut l'indépendance complète de l'Indonésie qu'en 1949, après un conflit armé et sous la pression des Nations Unies, et cela eut pour conséquence plusieurs années d'hostilités et de récriminations réciproques. Ce n'est qu'en 1970, avec la visite officielle du président indonésien Suharto en Hollande, que les relations entre les deux pays furent normalisées.

La France n'accepta de lâcher l'Indochine qu'après neuf ans de guerre sanglante et ruineuse et un revers humiliant à Diên Biên Phu où, en mai 1954, un camp retranché défendu par dix mille hommes fut contraint de capituler et la garnison entière avec son état-major faite prisonnière. Pour les Vietnamiens, une honte vieille de quatre-vingt-un ans est lavée : en 1873 les Français avaient pris Hanoi avec une poignée d'hommes.

Le refus de la France d'octroyer une indépendance immédiate et totale au Viêt-nam en 1945 et le conflit qui s'ensuivit eurent pour conséquence de peser lourdement sur les relations non seulement entre le Viêt-nam et la France, mais encore entre l'Asie et l'Occident pendant plus d'un quart de siècle. Ce n'est qu'en 1973, lors de la Conférence de Paris, que les relations entre les deux pays furent normalisées. Cette normalisation se concrétisa par l'envoi d'un ambassadeur français au Nord-Viêt-nam (communiste) et d'un autre au Sud-Viêt-nam (anti-communiste), signifiant par-là la fin de toute ingérence française dans les affaires intérieures vietnamiennes ; elle marqua aussi la fin d'un chapitre dans l'histoire de la décolonisation de l'Indochine.

Malgré l'échec français, les Américains, confiants dans l'efficacité de leur puissance économique et militaire, se laissèrent entraîner en 1965 dans une confrontation directe avec le nationalisme vietnamien. Ils disposaient de moyens immenses : un corps expéditionnaire de cinq cent quarante-trois mille hommes, renforcé par une puissante armée de l'air et une puissante flotte, sans parler des forces d'appui stationnées au Japon, aux Philippines, en Thaïlande, à Okinawa, à Hawaï, et des armes les plus perfectionnées et les plus meurtrières. Mais eux aussi connurent l'échec et durent se replier dans des conditions leur épargnant de justesse l'humiliation d'une défaite, et cela grâce à l'aide de l'Union Soviétique soucieuse de créer un climat de détente. L'accord de Paris (27 janvier 1973) officialisa l'échec américain, comme l'accord de Genève (20 juillet 1954) avait officialisé l'échec français dix-neuf ans plus tôt.

La renaissance de l'Asie se manifesta d'une façon spéciale dans le cas du Japon. Vaincu, désarmé, occupé par les forces américaines en 1945, son territoire amputé, dévasté, ruiné, ce pays se releva rapidement à partir de 1950, en partie grâce à la guerre de Corée et l'intensification de la guerre froide, en partie grâce au génie de son peuple. En 1951, il recouvra sa souveraineté. Dix ans plus tard, il devint la troisième puissance économique du monde, et cette importance économique lui permit de jouer un rôle politique de plus en plus marquant. Il est traité en égal non seulement par les États-Unis, mais aussi par l'Union Soviétique qui normalisa ses relations avec lui en 1956, lui permettant d'entrer aux Nations Unies et de se faire élire membre du Conseil de Sécurité deux ans plus tard.

La renaissance de l'Asie se manifesta enfin d'une façon aussi spectaculaire que fatale pour le statu quo : l'apparition d'un nouveau centre de puissance dans le système international avec la reconnaissance de Pékin par les États-Unis.

En 1971, le gouvernement américain mit fin à un boycott de vingt-deux ans (1949-1971) contre la République populaire de Chine, permettant au gouvernement de Mao Tsé-toung d'occuper le siège de membre permanent réservé à la Chine au Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'être reconnu, du même coup, comme représentant en droit, comme il l'avait été déjà en fait depuis 1949, du peuple chinois à la place du gouvernement de Chiang Kai-shek réfugié à Formose. En février l'année suivante, le président américain Richard Nixon se rendit en Chine, et pour s'entretenir avec le chef de l'État chinois, accepta de se dérouter jusqu'à la résidence de ce dernier en dehors de Pékin. Pour le peuple chinois, comme pour les autres Asiatiques, cette subtilité protocolaire était lourde de sens : la Chine, puissante et respectée, est redevenue « l'Empire du Milieu ».

L'action du gouvernement américain n'était que la reconnaissance d'un fait devenu de plus en plus évident depuis la confrontation armée entre Chinois et Américains en Corée quelque vingt ans plus tôt (1950-1953) : le

maintien de la paix du monde, et surtout le règlement des affaires d'Asie, ne pouvait plus se faire sans la participation de la Chine. L'action américaine eut pour conséquence une transformation radicale de la situation internationale : de bipolaire, le monde est devenu tripolaire, l'un des trois centres se trouvant désormais en Asie.

La plus importante tâche pour chaque pays asiatique demeure cependant la construction d'un État nouveau, stable, moderne, capable de donner à sa population ce que les gouvernements coloniaux avaient négligé : liberté, prospérité, justice sociale — tâche infiniment plus complexe et plus difficile que la lutte, armée ou non, pour l'indépendance nationale. Cette tâche demande plus que résolution, courage, et abnégation. Elle demande beaucoup de jugement, de doigté, de sagesse et de compétence technique, surtout de la part des dirigeants.

En théorie, et nous savons aujourd'hui qu'en pratique aussi, les anciennes colonies et pays sous-développés ont le choix entre deux solutions fondamentales à résultats également incertains : 1^o rompre immédiatement et totalement avec le passé — colonial ou national —, briser toutes les structures, et se lancer dans un développement économique accéléré ; 2^o adopter un changement graduel, conservant, si ce n'est que provisoirement, une partie du passé, introduire les modifications de structures au fur et à mesure des besoins, et exercer prudence et modération dans le développement, au prix, s'il le faut, d'une certaine lenteur. La première est la solution révolutionnaire ; la seconde, la solution évolutive.

Comme un pays sous-développé vit en général au bord du niveau de subsistance et ne peut disposer d'un excédent de ressources requis pour l'accumulation du capital — condition essentielle de tout développement économique —, le choix de la solution révolutionnaire implique, du même coup, le choix de la dictature comme forme de gouvernement, car seul un gouvernement dictatorial peut imposer l'épargne sur une grande échelle aux masses vivant au seuil de la misère et aspirant à une amélioration immédiate et substantielle de leur sort, ou à une minorité habituée au luxe et à l'égoïsme et refusant toute réduction volontaire de son train de vie, même dans l'intérêt national. Il faut compter aussi avec la résistance, sourde ou ouverte, directe ou indirecte, des intérêts étrangers lésés. Les dirigeants doivent donc faire face à une pression populaire pour un régime plus libéral et plus démocratique.

Le choix de la solution évolutive permet d'éviter les dislocations économiques immédiates et d'adopter la forme démocratique de gouvernement, mais pose des problèmes inverses. Le retard dans la liquidation des vestiges du passé, surtout des structures économiques et sociales laissées par le colonialisme, considérées par les masses comme causes principales des misères et injustices qu'elles ont subies dans le passé, provoque des mécontentements populaires. Ces mécontentements, exploités par les politiciens démagogues, encouragés et soutenus par les gouvernements ou partis révolutionnaires étrangers, deviennent protestations et oppositions, sources d'instabilité politique, et, par conséquent, de retard dans le développement économique, l'un renforçant constamment l'autre. Ce chemin mène au chaos, et finalement à la dictature, ou à la prise du pouvoir par des militaires impatients, ou par des partis révolutionnaires à direction communiste.

Le choix de l'une comme de l'autre des deux solutions engendre tensions, conflits internes, ou guerres civiles qui, dans un monde vivant dans un climat de guerre froide, dégénèrent vite en conflits internationaux, accentuant encore les difficultés économiques. Les pays d'Asie se trouvent devant un dilemme. Il n'est donc pas surprenant qu'aucun d'eux n'ait connu une paix et une stabilité politique véritables depuis 1945 : tous ont vécu de grandes perturbations qui ont retardé leur développement.

La Chine a connu la guerre civile jusqu'en 1949, et des remous internes (Révolution Culturelle en 1965, mouvement des Gardes Rouges en 1968) qui ont abouti à l'élimination des personnages de premier plan comme Liu Shao-shi (chef de l'État) en 1968 et Lin Piao (ministre de la Défense et dauphin officiel de Mao Tsé-toung) en 1971.

En Inde, la situation s'est détériorée progressivement, surtout après la mort de M. Nehru en 1965, et Mme Indira Gandhi, fille et successeur de ce dernier, a dû faire face à un mécontentement grandissant et à une opposition croissante tant des autres partis qu'à l'intérieur de son propre parti. En fait, le Parti du Congrès ne l'a choisie comme son chef et comme Premier ministre que pour éviter un éclatement dû à des dissensions internes sérieuses.

Au Pakistan, les troubles continus ont mis fin au régime parlementaire institué en 1956 et amené au pouvoir le maréchal Ayub Khan en 1958 ; mais celui-ci dut à son tour céder la place en 1971 à un gouvernement civil à pouvoirs dictatoriaux avec Zulfikar Bhutto comme président, à la suite de la rébellion de sa partie orientale et une défaite militaire dans la guerre contre l'Inde causée par la répression sanglante de cette rébellion. Le Pakistan oriental opta pour la sécession, devenant l'État indépendant du Bangla Desh, séparation qui accentua les difficultés économiques du pays.

La Birmanie a connu des bouleversements et difficultés internes dès le début de son indépendance : assassinat du général Aung Sang, Premier ministre, avec presque tout son gouvernement en 1947 ; un soulèvement de la tribu karène et une insurrection communiste en 1948, et une détérioration politique et économique continue. Cette détérioration eut pour résultat la prise du pouvoir par le général Ne Win, commandant des forces armées, provisoirement en 1958 et définitivement en 1960.

Comme la Birmanie, les Philippines ont connu l'insurrection communiste dès les premières années de son indépendance, et si Ramon Magsaysay, président énergique autant que perspicace, a pu venir à bout de cette insurrection en 1954, la détérioration graduelle de la situation politique et économique après sa mort en 1957 fournit le prétexte à la suspension de la démocratie et à l'instauration du pouvoir personnel par Ferdinand Marcos en 1972. Sous le règne de celui-ci, le mouvement insurrectionnel communiste, favorisé par l'accentuation des inégalités sociales, fit sa réapparition.

L'Indonésie a connu une situation économique lamentable sous le gouvernement dictatorial de Sukarno, une insurrection communiste avortée en 1965 qui aboutit à l'élimination de ce dernier et son remplacement par un gouvernement militaire présidé par le général Suharto. Si Sukarno s'était maintenu au pouvoir grâce à une alliance avec les Communistes, Suharto, par contre, réprima ces derniers sans pitié. Sous son gouvernement, la situation économique s'est améliorée, mais les masses continuèrent à s'agiter à cause de la persistance d'inégalités sociales excessives.

Le Viêt-nam, comme le Cambodge et, à un degré moindre, le Laos, a connu une guerre civile dont les effets destructifs dureront probablement des décennies. Il n'a connu que quatre années de paix (1954-1958) et aucune année de démocratie en trente ans. Ses ressources, et surtout sa main-d'œuvre mâle et jeune, ont été utilisées à des tâches essentiellement négatives. Depuis 1945, le pays a plusieurs fois reculé de deux pas pour chaque pas qu'il a fait en avant. Il est divisé en deux par l'accord de Genève, en trois par l'accord de Paris, et son avenir, surtout son avenir économique, est très nébuleux.

Même la Thaïlande a perdu la sérénité qui l'avait distinguée des autres pays pendant longtemps : la dégradation économique et le mécontentement populaire contre un gouvernement militaire corrompu, répressif, et trop lié aux États-Unis ont conduit aux démonstrations populaires contre ce dernier en 1973. Les maréchaux furent renversés et remplacés par un gouvernement civil, mais cela n'apaisa pas immédiatement les esprits et les agitations continuèrent en faveur d'un gouvernement vraiment démocratique et indépendant après le départ des maréchaux.

La Corée a connu des grands progrès économiques, mais au prix de l'imposition de la dictature, aussi dure au nord qu'au sud, ainsi que des privations individuelles au profit de l'État.

Même le Japon a subi une détérioration progressive de la stabilité politique.

Dans un continent tourmenté, seule la Malaisie apparaît comme un îlot de paix, de stabilité et de prospérité, bien qu'elle ait, elle aussi, vécu une insurrection communiste (qui nécessita la proclamation de l'état d'urgence entre 1948 et 1960) et des troubles d'origine raciale (1969-1971).

Un fait ressort nettement de l'histoire de l'Asie dans les années d'après-guerre : le rôle décisif des dirigeants. Dans la lutte contre le sous-développement, qui requiert une mobilisation des énergies nationales et l'acceptation par les masses d'une grande discipline, l'ascendant des dirigeants sur ces masses est capitale. Mais ceux qui ont mené leurs peuples au but dans la lutte pour l'indépendance nationale, et grâce à cela ont pu s'imposer, ont disparu : Aung Sang (Birmanie, 1947), Jinnah (Pakistan, 1948), Magsaysay (Philippines, 1957), Nehru (Inde, 1965), Hô Chi-minh (Viêt-nam, 1969), Sukarno (Indonésie, 1970), et récemment Chou En-lai et Mao Tsé-toung. Ceci pose un grand problème, non seulement pour l'Asie, mais pour le monde entier.

TON THAT THIEN
Professeur à l'Université du Québec
à Trois-Rivières

HÔ CHI-MINH

1890-1969

HÔ CHI-MINH est entré dans l'histoire de son pays, dès même avant sa mort, aux côtés des grands héros nationaux qui ont repoussé les envahisseurs étrangers — Ly Thuong-kiet, qui mit en déroute les armées Sung au XI^e siècle; Tran Hung-dao, qui battit les armées mongoles au XIII^e siècle; Le Loi, qui défit les armées Ming au XIV^e siècle; et Nguyen Hue, qui écrasa les armées mandchoues au XVIII^e siècle. Mais, à la différence de ceux-ci, Hô est le premier qui ait remporté la victoire sur les Occidentaux, les Français en 1954 et les Américains en 1973. Pour cette raison, c'est le seul Vietnamien de notre époque qui ait reçu l'admiration et le respect de tous, compatriotes ou étrangers — Communistes, anticommunistes ou neutres —, qu'ils soient d'accord ou en désaccord avec lui, qu'ils le vénèrent ou le haïssent. Ses compatriotes voient en lui le symbole de l'esprit indomptable millénaire du petit peuple vietnamien refusant obstinément de se soumettre à la volonté d'un étranger infiniment plus fort que lui; et beaucoup dans le monde, surtout chez les peuples afro-asiatiques, applaudissent en lui le petit, pauvre, et fier rebelle qui a tenu en échec le redoutable, riche, et arrogant colosse américain. Physiquement, Hô reflète cette image : maigre, vivant simplement, sans fortune, sans famille, il incarne la révolution.

Hô est né le 19 mai 1890 dans le village de Kim Lien, district de Nam Dan, province de Nghe An. Son père, Nguyen Sinh-huy, était lui-même un révolutionnaire : lettré ayant obtenu le titre de *pho bang* (second lauréat au concours très difficile de docteur d'État), il fut congédié de son poste dans l'administration impériale d'Annam pour activités anti-françaises, redevenant le pauvre mais très digne lettré qu'il avait été. Ses enfants, une fille et deux garçons, dont l'aîné était Nguyen Tat-thanh — le futur Hô Chi-minh — débutaient leur vie dans la dignité, mais aussi dans la pauvreté.

La province de Nghe An était elle-même une province pauvre. Mais pas en hommes : c'est une province réputée pour sa production abondante de grands lettrés, de grands hommes obstinés. Les Vietnamiens croient à la géomancie, et il y a dans cette terre quelque chose qui intrigue la nation et force son respect. Or Hô Chi-minh est un produit de cette terre-là. S'il n'avait pas de quoi se payer une éducation profitable dans une bonne école française, il avait en abondance de quoi se tailler une carrière de révolutionnaire remarquable.

Hô grandit dans l'atmosphère d'effervescence du mouvement insurrectionnel anti-français déclenché en 1885 par un lettré contemporain de son père, Phan Dinh-phung. Ce mouvement ne devra se terminer définitivement qu'en 1930. Mais, bien avant cela, à la fin du siècle, il était clair que la France avait gagné la partie, du moins pour le moment. Il fallait vivre avec les nouvelles réalités. Parmi celles-ci, la réalité des écoles françaises.

Hô obtint d'abord une bourse au collège de Vinh, capitale de sa province. Il se rendit ensuite à Huê, capitale du pays, pour des études plus avancées, puis à Phan Thiet, plus près de Saigon, port et porte du pays, pour occuper un poste d'instituteur. C'était en 1910. Il avait vingt ans. Deux ans plus tard, il troqua le poste d'instituteur pour celui d'apprenti cuisinier à bord d'un bateau quittant Saigon pour Marseille et la France, l'Europe et le monde.

Hô ne devra remettre les pieds sur le sol natal que trente ans plus tard. Entre-temps, il est un peu partout : à Paris, à Londres, en Amérique, en Afrique... et dans les prisons anglaises ou chinoises. A Paris, où il se fait journaliste anticolonialiste, écrivant dans *l'Humanité*, il prend le nom de Nguyen Ai-quoc (Nguyen le patriote), et fait une découverte capitale pour lui-même, comme pour son pays et le monde : le léninisme.

Lénine sera son maître et son héros, lui ouvrant les portes d'un monde nouveau, plein de soleil. Il écrira en 1923, au moment de la mort de Lénine, que « les peuples coloniaux trouvent en Lénine... un phare montrant à l'entière humanité opprimée la voie de la libération ». Il n'est donc pas surprenant qu'au congrès du Parti Socialiste français à Tours en décembre 1920, Hô, qui était membre du Parti, opte pour la thèse anti-impérialiste et l'adhésion à la Troisième Internationale fondée par Lénine, et suit ses camarades de même opinion pour fonder le Parti Communiste français, devenant du même coup le premier Communiste du Viêt-nam. Et, tout en restant premier Communiste vietnamien, il sera le dernier Communiste pur de sa génération, se cramponnant obstinément à l'idée de la révolution mondiale, même après le revirement nationaliste de ses camarades russes et chinois à partir de 1960.

Il est naturel que, tôt ou tard, le Communiste Nguyen Ai-quoc fasse le pèlerinage de Moscou. Le Parti Communiste français lui donnera cette chance en l'envoyant comme délégué à un congrès dans la capitale soviétique en 1923. Là, comme la plupart des Communistes asiatiques, il entre à l'Université pour les ouvriers de l'Orient. A la fin de 1924, il accompagne Borodine en Chine, où il restera jusqu'en 1928, travaillant pour le Komintern, mais aussi jetant les bases de la révolution au Viêt-nam par la fondation de l'Association de la Jeunesse révolutionnaire du Viêt-nam, qui deviendra en 1930 le Parti Communiste indochinois. Son principal souci alors est la formation des cadres pour la future révolution vietnamienne. Il en formera personnellement plus de deux cents. Entre 1928 et 1936, on le trouve brièvement à Moscou, puis de nouveau en Asie, d'abord en Thaïlande, puis en Chine, et finalement il s'installe de l'autre côté de la frontière septentrionale du Viêt-nam.

Dès 1930, Hô avait prévu l'éclatement de la guerre. Après la réalisation de ses prévisions, il retourna au Viêt-nam. C'était en novembre 1940. Le 19 mai 1941, il fonda la Ligue pour la révolution et l'indépendance du Viêt-nam (plus connue sous le nom de Viêt-minh). Il se donna aussi un nouveau nom, celui sous lequel il est connu depuis lors : Hô Chi-minh (Hô l'extrêmement éclairé).

Puisque Moscou avait déclaré que la guerre était une guerre contre le fascisme, Hô se rangea du côté des Alliés dans la lutte contre les Japonais, aidant surtout les pilotes américains descendus au Viêt-nam à échapper à ces derniers. Ironie de l'histoire : les premières armes utilisées par Hô et son commissaire militaire Vo Nguyen-giap pour former le noyau de la future redoutable Armée Populaire du Viêt-nam furent fournies par les Américains.

En août 1945, au moment de la capitulation japonaise, le Viêt-minh était prêt et décidé à prendre le pouvoir. Le 17, il déclencha la « révolution d'août ». Le 23, Bao-Daï, sur le conseil de son entourage pris de panique, passa le pouvoir au Viêt-minh. Le 2 septembre, à Hanoi, Ho Chi-minh proclama la République démocratique du Viêt-nam, dont il devint le premier président. Le chemin de Hanoi passe par Moscou. Les Français découvriront aussi cela en 1954, et les Américains en 1973.

Hô avait suivi fidèlement Lénine et a implanté le Communisme au Viêt-nam. Pour lui, désormais, le Communisme ne sera plus un instrument du nationalisme, mais un idéal et un but transcendant : il mettra résolument le nationalisme vietnamien au service du Communisme international. L'État qu'il a fondé s'appelait république *démocratique*. Il avait refusé de former un gouvernement sous Bao-Daï, comme il refusera de faire participer le Viêt-nam à l'Union française, car cela ferait sortir le Viêt-nam du Komintern. Et pour pouvoir communiser plus rapidement le Viêt-nam, il acceptera deux guerres effroyables pour son peuple, ainsi que la division du pays en deux, puis en trois. Le prix payé par le peuple vietnamien pour son indépendance fut certainement beaucoup plus cher que partout ailleurs en Asie.

Hô Chi-minh a fait avancer la cause du mouvement communiste international au Viêt-nam, et accru la puissance et l'influence du Parti Communiste vietnamien, mais on peut se demander si, dans son obsession de la révolution, il n'a pas sacrifié les aspirations fondamentales des Vietnamiens, car les autres buts, les véritables buts pour lesquels ils ont accepté des sacrifices dans le combat pour l'indépendance — unification, sécurité, liberté, prospérité — resteront irréalisés le jour de sa mort, le 9 septembre 1969. Hô avait alors soixante-dix-neuf ans. Il a sans doute donné beaucoup de gloire au peuple vietnamien. Mais l'homme ne peut vivre uniquement de gloire.

TON THAT THIEN
*Professeur à l'Université du Québec
à Trois-Rivières*

JAWAHARLAL NEHRU

1889-1964

IL est quelque peu paradoxal de constater que Jawaharlal Nehru, qui, tout comme Gandhi, fait partie du legs historique de l'Inde, n'a témoigné dans sa jeunesse d'aucune disposition pour la politique. Né dans l'opulence et élevé dans le luxe, il aurait parfaitement pu vivre selon sa classe, c'est-à-dire gagner de l'argent et « réussir » socialement. De fait, à son retour de Grande-Bretagne, à vingt-trois ans, il manifesta le désir, quoique velléitaire, de s'inscrire au barreau et, après y avoir fait son chemin, de succéder à son père qui, à Allahabad, était l'autorité reconnue de la profession.

Sans doute Nehru ne considéra-t-il pas sans réserves le genre de vie qui allait devoir être le sien. Il craignait avant tout que ce ne soit une existence sans véritable but. Mais ces scrupules, c'est bien connu, s'effacent habituellement quand les fruits de la réussite semblent à portée de la main. Jawaharlal Nehru, par bonheur, ne se départit jamais de sa défiance, et son esprit inquiet poursuivit sa quête d'objectifs autres qui lui accorderaient de plus grandes satisfactions tant morales qu'intellectuelles. Ceci, il le trouva apparemment dans le mouvement nationaliste indien qui se développa rapidement avec l'apparition de Gandhi sur la scène politique; une apparition qui représentait une nouvelle voix dans la vie publique indienne. La voix d'un homme, qui semblait issue du sol même de l'Inde, et qui disait des choses étranges, contradictoires, impossibles, mais avec une flamme et un dynamisme inconnus jusqu'alors. Ce furent cet homme et cette conjoncture qui poussèrent Nehru à plonger dans la mêlée politique, où il restera jusqu'à sa mort.

Mais tout le temps que Gandhi fut à la direction des affaires, son engagement dans la politique ne fut pas le facteur prépondérant. Nehru ne désirait rien de plus que d'être le fidèle compagnon qui ouvrirait les yeux de ses compatriotes sur le monde immense qui s'étendait au-delà des frontières de l'Inde. Ce ne fut qu'après la mort de Gandhi, en 1948, et après la disparition de son rival en politique, Vallabhbhai Patel, en 1950, qu'il devint le maître de l'Inde indépendante, maître d'œuvre incontesté de la politique indienne. Mais que fit-il de cette autorité incontestée? Contribua-t-il vraiment au développement de l'Inde? Sut-il mettre à profit cette liberté d'action en orientant l'Inde dans une direction irréversible et irrévocable? Sut-il conférer un caractère permanent à ses entreprises que ses successeurs reprendraient comme un héritage, comme une part du patrimoine national? A-t-il laissé une œuvre que le temps ne peut entamer? Telles sont les questions qui viennent à l'esprit quand on considère l'époque où Nehru était au pouvoir.

On pourrait évidemment objecter que cette période était trop limitée, trop encombrée de décisions ponctuelles pour orienter fermement et durablement le pays. Mais, pour peu qu'on s'élève au-dessus de l'événement quotidien, on distingue alors le tableau d'ensemble du développement de l'œuvre accomplie. Ce fut au cours de cette brève période de règne — quatorze ans — que la démocratie libérale fut implantée, que la planification donna son visage particulier à l'économie, que l'intégration nationale du pays fut franchement lancée, qu'une foule de lois sociales virent le jour, et que la politique étrangère prit une nouvelle dimension.

Une des premières décisions majeures prises par les dirigeants avait trait au type de système politique dont devrait se doter l'Inde. Sans hésitation et avec l'appui des principales forces politiques du pays, il fut décidé que l'Inde serait un État démocratique et laïque essentiellement basé sur un système parlementaire et une structure fédérale. Après avoir délibéré un peu moins de trois ans, l'Assemblée constituante, instituée en juillet 1946, adopta une Constitution qui entérinait ces idées. Ce document, long de trois cent quatre-vingt-quinze articles, stipule sans ambiguïté que le peuple est l'ultime dépositaire de la souverai-